

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE CHAMAGNIEU

Séance du 13 avril 2011

L'an deux mil onze et le 13 avril à 20 heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves CADO, Maire

Présents : Mesdames BELLUARD Agnès, CHARDON Odile, DIAZ DEPPE Sophie, GRACIA Agnès, LENEUTRE Carole, MERLOT Josette, Messieurs BAUDELET Jean-Marc, BEAUGHON Gérard, CADO Jean-Yves, FROMENT Jean-Pierre, MARTINEZ Claude, PINCHON Sébastien, SIROT Philippe, TRIOLAIRE Olivier,

Absent : Monsieur FRANCO Roland

Monsieur Olivier TRIOLAIRE a été nommé secrétaire.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
ISERE

NOMBRE DE MEMBRES			
Alférés au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération	n
15	15	15	14

Date de la convocation
06 avril 2011

Date de l'affichage

Objet de la délibération
Révision du POS (Plan d'Occupation des Sols) en vue de sa transformation en PLU (Plan Local d'Urbanisme) et définition des modalités de concertation

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L123.13, L123.19 et L300.2,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 03 novembre 2000 approuvant le Plan d'Occupation des Sols,
Vu la loi n° 2000.1208 du 13 décembre 2000 en son article 4 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain modifiant le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L123.1 à L123.19 portant organisation des Plans Locaux d'Urbanisme, (PLU),
Vu la loi n° 2003.590 du 02 juillet 2003 dite loi Urbanisme et Habitat et notamment son article 27 modifiant le Code de l'Urbanisme,
Vu la loi n° 2010.788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Monsieur le Maire expose que la révision du Plan d'Occupation des Sols est rendue nécessaire en raison de :

-la loi n° 2000.1208 du 13 décembre 2000 modifiée, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) dans le but de promouvoir un développement urbain cohérent, solidaire et durable a apporté dans le domaine de l'habitat et des déplacements des réformes profondes.

Cette loi a réformé notamment l'ensemble des documents d'urbanisme en mettant en place de nouveaux instruments de planification sous la forme des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) qui se substituent aux Plans d'Occupation des sols (POS).

Le PLU est un document ayant pour objet de réglementer les conditions de construction et d'aménagement de communes en les adaptant aux spécificités locales.

Il délimite les zones urbaines constructibles immédiatement (U), à urbaniser (AU), naturelles (N) et agricoles (A).

Il définit ce que chaque propriétaire peut ou ne pas faire en matière de construction.

Le PLU comporte plusieurs documents :

- 1-un rapport de présentation comportant quatre points : un diagnostic communal, un état initial du site et de l'environnement, la justification du PLU, l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement,
- 2-un projet d'aménagement et de développement durable (PADD), document fondamental qui traduit officiellement la volonté communale en concertation avec la population d'une meilleure maîtrise de l'urbanisation,
- 3-un règlement intégrant les éléments à prendre en compte pour toutes les constructions avec des règles différentes selon les zones, des documents graphiques et des annexes.

Afin de doter la commune d'un document d'urbanisme conforme au contexte législatif en vigueur et compatible avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT), approuvé par le Comité Syndicat du SCOT, il s'avère aujourd'hui nécessaire de procéder à une révision du POS en vigueur et à sa transformation en PLU.

Le document actuel applicable depuis 2000 est relativement ancien et nécessite d'être actualisé pour s'adapter aux évolutions législatives (loi Urbanisme et Habitat, réformes des autorisations d'urbanisme, Grenelle 1 et 2...) et prendre en compte les documents supra-communaux qui s'imposent à la commune tels que le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné, le programme local de l'habitat (PLH), etc...

L'élaboration du PLU impose également de s'interroger sur son respect des principes du développement durable, repris par le SCOT, à savoir la lutte contre l'étalement urbain, la recherche de formes urbaines plus économes en énergie, l'amélioration des potentialités de construction sur les terrains constructibles, la valorisation des réseaux existants pour ne pas compromettre à terme le potentiel de l'extension de l'urbanisation.

Enfin, faire un PLU, ce n'est pas seulement ouvrir des zones à l'urbanisation, c'est aussi et surtout préparer les évolutions de la commune pour les 10 prochaines années de façon à préserver notre qualité de vie et maintenir une harmonie dans le paysage. Faire en sorte que CHAMAGNIEU MIANGES reste une commune où il fait bon vivre.

De plus, Monsieur Maire informe le conseil municipal que l'article L300.2.1 du Code de l'Urbanisme impose depuis la promulgation de la loi SRU et du décret n° 2001.260 relatif aux documents d'urbanisme, que toute révision d'un POS en vue de sa transformation en Plan Local d'Urbanisme fasse l'objet d'une concertation préalable avec la population selon les modalités prévues par le conseil municipal.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

-DECIDE de prescrire la révision du POS sur l'ensemble du territoire communal en vue de sa transformation en Plan Local d'Urbanisme conformément aux dispositions de l'article L123.19 du Code de l'Urbanisme,

-DIT que la révision a pour objectifs :

- *de recréer un centre village intégrant un nouvel habitat adapté au site et consolider l'activité économique pour répondre aux besoins futurs,
- *de valoriser les entrées de village et réhabiliter sa traversée,
- *de développer les déplacements doux à l'intérieur de la commune,

*de développer la solidarité aux travers d'équipements et de logements accessibles et adaptés à tous,
 *de préserver l'environnement et nos espaces naturels, les aménager et les mettre en valeur,

-DECIDE de soumettre à la concertation (cf L300.2 pendant toute la durée de l'élaboration du projet en associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole selon les modalités suivantes :

*tenir un registre en mairie sur lequel le public pourra consigner ses remarques, aux jours et heures d'ouverture de la mairie,

*donner une information régulière sur les avancées de la révision dans la lettre aux Chamagnolans et sur le site internet de la commune ou pour tout autre moyen jugé utile,

*organiser au moins deux réunions publiques. Les dates seront précisées au moins trois semaines avant chaque réunion par la lettre aux Chamagnolans et sur le site internet de la commune,

-DIT que le bilan de cette concertation sera présenté devant le conseil municipal qui en délibérera,

-AUTORISE à demander conformément à l'article L121.7 du Code de l'Urbanisme que les services de la Direction Départementale des Territoires (DDT) soient mis gratuitement en tant que de besoin, à la disposition de la commune.

Le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Général et le cas échéant le Président de l'Etablissement Public prévu à l'article L122.4, le Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, le Président de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ainsi que ceux des organismes mentionnés à l'article L121.4 ou leurs représentants sont consultés à leur demande au cours de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Il en est de même des Présidents des Etablissements Publics de coopération intercommunale voisins compétents et des maires des communes voisines ou de leurs représentants.

Le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacement.

Au titre de l'article L123.7 du Code de l'Urbanisme, les services de l'Etat seront associés à l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme à l'initiative du maire ou à la demande du Préfet.

-DECIDE de lancer un appel d'offres pour choisir un cabinet d'urbanisme qui sera chargé de conduire la réalisation de la révision du PLU,

-DECIDE de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à la mise en œuvre de la révision du PLU,

-DECIDE de solliciter de l'Etat, conformément à l'article L121.7 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir en partie les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du POS et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme ainsi que le Conseil Général pour l'attribution de la subvention octroyée désormais à ce même titre,

-DIT que les crédits destinés au financements des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Conformément à l'article L123.6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

*au Préfet,
*aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
*aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de
Métiers et d'Agriculture,
*au Président du Syndicat Mixte chargé du suivi du SCOT,
*aux Présidents des EPCI directement intéressés et voisins,
*aux communes limitrophes de CHOZEAU, COLOMBIER
SAUGNIEU (Rhône), FRONTONAS, PANOSSAS, SATOLAS ET
BONCE, SAINT QUENTIN FALLAVIER, TIGNIEU JAMEYZIEU
et VILLEMOIRIEU,
*au Président de l'autorité compétente en matière de Programme
Local de l'Habitat.
Elle fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, mention
en sera insérée dans un journal diffusé dans le département.
La présente délibération produira ses effets juridiques dès
l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme
CHAMAGNIEU, le 15 avril 2011
Le Maire,

